

Sommaire de la première phase de l'étude

« *Bien manger dans mon quartier* »

L'accès à une alimentation saine et la sécurité alimentaire comme vecteurs d'innovation sociale dans l'est de Montréal

Bien manger dans mon quartier est une étude menée par la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique en partenariat avec le Réseau alimentaire de l'Est de Montréal (RAEM). Elle porte sur **1)** les stratégies à mettre en œuvre pour répondre aux besoins des populations vulnérables en matière d'approvisionnement et d'**accès aux fruits et légumes frais** dans l'est de l'île de Montréal et **2)** les enjeux organisationnels et logistiques à l'échelle du système alimentaire de l'Est pour répondre à ces besoins.

Dans un premier temps, le projet s'est déployé en deux volets: l'un avec les ménages à faible revenu (MFR) et l'autre avec les organisations impliquées dans le RAEM. Ce document présente une **synthèse des résultats préliminaires** des collectes de données réalisées en 2018 dans le cadre de ces deux volets.



CHAIRE de recherche
sur la transition
écologique
UQAM

Département de nutrition
Faculté de médecine

Université
de Montréal

Volet avec les ménages

Qu'est-ce qui freine et facilite l'accès des MFR aux aliments sains dans leur quartier ?
Quelles seraient les solutions pour améliorer leur participation aux initiatives alimentaires alternatives dans leur milieu de vie ?







Volet avec les organisations

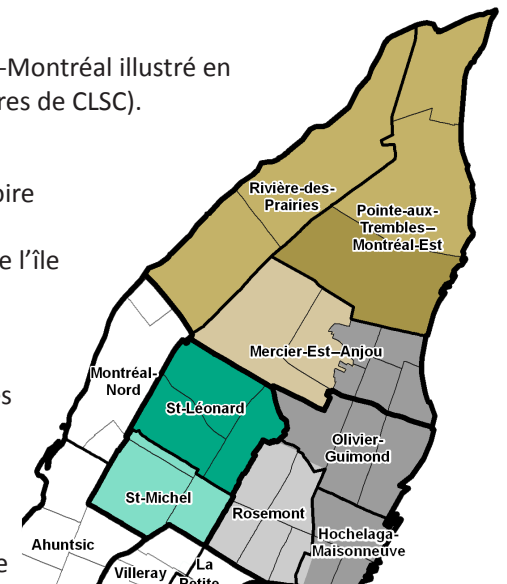
Quelles sont les perspectives des organisations membres du Réseau alimentaire de l'Est sur les enjeux d'accès à la saine alimentation ?
Quels sont leurs besoins pour répondre à ces enjeux ?

L'est de l'île de Montréal en bref...

Le RAEM est actif sur le territoire du CIUSSS de l'Est-de-l'île-de-Montréal illustré en couleur dans la carte ci-contre (les noms sont ceux des territoires de CLSC).

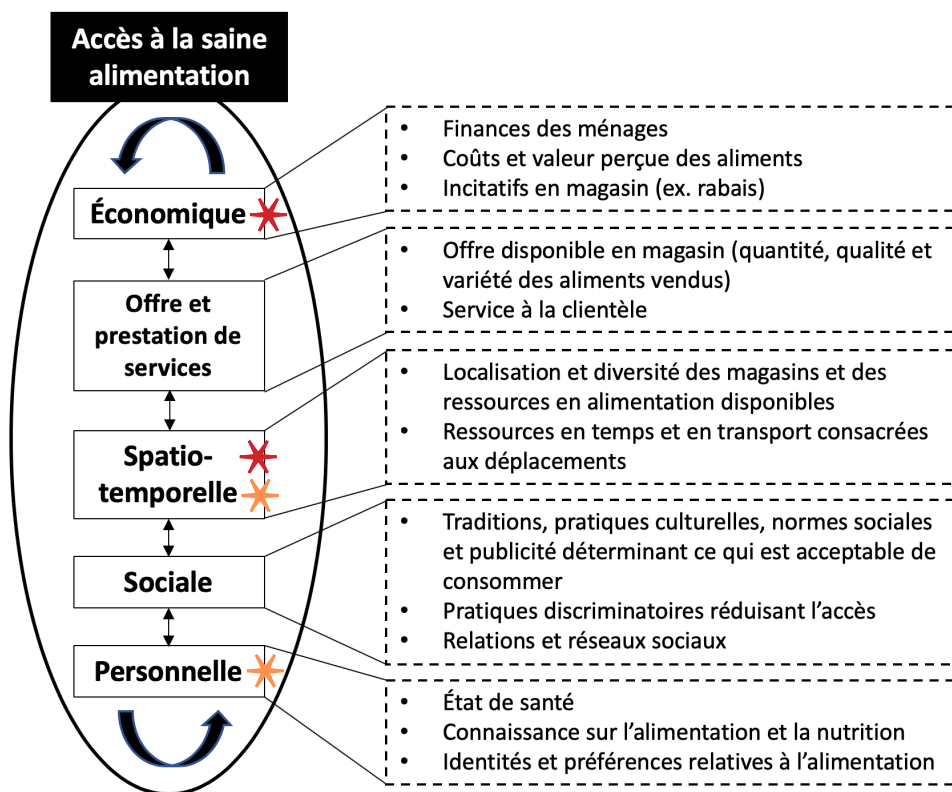
Informations tirées de CIUSSS-EstMTL, 2018.

-  **26 %** de la population montréalaise habite ce territoire
-  Ce territoire est le plus défavorisé matériellement de l'île
-  **15 %** des 25-64 ans n'ont pas de diplôme
-  **29 %** des ménages sont des familles monoparentales
-  **59 %** des 15 ans et + consomment moins de 5 fruits ou légumes par jour
-  **36 %** des 15 ans et + souffrent de maladie chronique



Qu'entend-on par « accès à une saine alimentation » ?

Un des concepts clés au cœur de l'étude est celui de l'accès à l'alimentation. Selon Freedman et al. (2013), l'accès à l'alimentation est défini et caractérisé par cinq dimensions interreliées. Ces dimensions sont représentées et expliquées dans la figure ci-dessous.



Quelles dimensions posent le plus problème sur le territoire de l'est de Montréal ?

Dimension économique

Cette dimension est l'une des plus importantes du point de vue des **ménages**. Le revenu familial est en effet un grand obstacle dans l'accès à la saine alimentation. Ainsi, ils s'organisent pour profiter des rabais (par la recherche de « spéciaux », les cartes de points, etc.). Les magasins qu'ils fréquentent le plus pour s'alimenter sont Super C, Dollarama et Maxi. Pour certains, l'aide alimentaire permet de compléter leur panier d'épicerie avec du pain, du lait, du yogourt et des légumes. Dans ce même ordre d'idée, selon des représentants d'organisations de sécurité alimentaire, la faible consommation de fruits et légumes s'expliquerait notamment par leur prix élevé.

Dimension spatio-temporelle

Cette dimension est identifiée comme problématique autant par les **ménages** que par les représentants d'**organisations** membres du RAEM. Il y a peu de ressources alimentaires locales et les distances à parcourir, en plus des coûts de déplacement, représentent des obstacles notables pour les ménages qui font leurs achats à pied, en autobus ou en voiture. Les représentants d'organisations parlent de « déserts alimentaires » et soulignent que l'offre de transport en commun doit être améliorée dans certains quartiers « tout à l'auto ». D'autant plus que certains secteurs sont isolés par des barrières physiques (ex. une autoroute) qui rendent l'accès aux commerces alimentaires plus difficiles.

Dimension personnelle

Cette dimension a été l'une des plus discutées par les représentants d'**organisations**. Selon eux, le manque de connaissances sur l'alimentation et la nutrition, le manque de compétences culinaires, ainsi que le développement du goût des ménages sont perçus comme des freins importants. Par exemple, des surplus de certains aliments ne seraient pas distribués par la banque alimentaire, car ce sont des produits que les usagers ne connaissent pas ou ne savent pas cuisiner. Dans cette perspective, l'échec de certains groupes d'achats ou projets de boîtes économiques pourrait s'expliquer par le désir des ménages de faire leurs propres choix, ce qu'ont confirmé certains ménages rencontrés.



Qui a participé à la recherche et en quoi cela consistait-il ?

Volet avec les ménages

Six groupes d'entretien (à Pointe-aux-Tremble, Mercier, Rivière-des-Prairies, Saint-Léonard Nord, Saint-Léonard Sud et Montréal-Est) ont été organisés à l'été 2018, regroupant un total de 49 représentants de ménages à faible revenu. Le recrutement a été fait sur la base du lieu de résidence dans un quartier ou un secteur considéré à la fois comme un désert alimentaire et comme un milieu défavorisé. Le profil des participants est présenté dans le tableau ci-dessous.

Quartier / nb de participants par groupe	Femmes	Hommes	Âge moyen par groupe	Nb moyen d'adultes par ménage	Nb moyen d'enfants par ménage	Nb de participants nés au Canada	Source de revenu de la majorité	Revenu annuel moyen
PAT n = 9	8	1	45	1,7	0,6	7	Prestation d'aide sociale	< 20 000 \$
Mercier n = 5	3	2	50	1,5	0	5	Prestation d'aide sociale	< 20 000 \$
RdP n = 4	4	0	55	3,3	0,4	0	Salaires	20 000 - 30 000 \$
St-Léo N n = 12	11	1	60	1,5	1	7	Sécurité de vieillesse	20 000 - 30 000 \$
St-Léo S n = 10	8	2	38	2,2	1,6	1	Prêts et bourses	20 000 - 30 000 \$
Mtl-Est n = 9	6	3	47	1,2	0,66	7	Prestation d'aide sociale	< 20 000 \$

Volet avec les organisations

Un groupe d'entretien a été mené à l'automne avec les représentants de 13 organisations membres du Réseau alimentaire de l'Est de Montréal (voir la répartition de l'échantillon ci-dessous). Cette séance a servi de collecte de données, mais aussi de transfert de connaissances, puisque les résultats des groupes d'entretien avec les ménages ont été présentés aux personnes participantes.

5

représentants d'organismes de quartier ou régionaux

5

représentants d'organisations d'économie sociale et/ou de distribution alimentaire

3

représentants du milieu institutionnel de la santé

Quels sont les besoins des organisations pour répondre aux problèmes d'accès à la saine alimentation ?

- Infrastructures, ressources, matériel (ex. cuisines, matériel pour la transformation, camions réfrigérés) qui pourraient être partagées/mutualisées.
- Communication et promotion entre les organisations pour connaître qui fait quoi, quelles sont les ressources (ex. répertoire de recettes) disponibles pour mieux orienter les citoyens selon leurs besoins et leurs quartiers.
- Connaissances et expertises : font aussi partie de ce qui peut être mutualisé. Certains participants estiment que leurs organisations ont besoin de développer certaines expertises (sur la nutrition, par exemple) et de meilleures connaissances sur différents sujets.

Besoins des organisations (suite)

- Financement pour des ressources communes/mutualisées (ex. ressources humaines, matérielles, camions, etc.) ou encore pour offrir plus de produits et d'éducation à l'alimentation, par exemple.
- Partenariats avec milieu gouvernemental ou privé pour cofinancer des projets.
- Mobilisation :
 - Mobilisation des citoyens/consommateurs : par exemple, augmenter l'achalandage, aller chercher une certaine clientèle, inciter la communauté à s'impliquer dans les initiatives, développer l'intérêt pour la saine alimentation.
 - Mobilisation des organisations et des institutions : pouvoir fédérer les acteurs locaux (et régionaux) autour des enjeux relatifs aux dimensions de l'accès à l'alimentation, sensibiliser/responsabiliser le/les gouvernements sur l'importance de l'éducation à l'alimentation saine dès le plus jeune âge.

Conclusion

Des facteurs économiques et spatio-temporels freinent l'accès à la saine alimentation dans l'est de Montréal, selon les représentants de ménages à faible revenu que nous avons rencontrés. Les organisations qui travaillent à améliorer cet accès croient que les facteurs spatio-temporels y jouent pour beaucoup, mais ils perçoivent la dimension personnelle de l'accès à l'alimentation comme une variable importante également dans la problématique. Ces résultats préliminaires montrent notamment qu'il existe certaines différences entre les points de vue des ménages et ceux des organisations. Ces différences sont à examiner dans la suite de l'étude.

En outre, notre analyse préliminaire met en lumière le défi de mettre en relation ou d'aligner les besoins et les ressources des communautés et des organisations. Cet aspect sera examiné dans la phase subséquente de la recherche.



Quelles solutions devrait-on mettre en place selon les MFR ?

- Petits marchés maraîchers
- Produits de bonne qualité et frais
- Plus de services de livraison à faible coût
- Marchés et jardinage éducatifs
- Meilleur accès aux jardins communautaires
- Plus de réglementation à propos de l'hygiène et la salubrité
- Service de repas pour les personnes âgées
- Achats directs chez les producteurs

ÉQUIPE DE RECHERCHE

René Audet, chercheur principal, titulaire de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique et professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM

Geneviève Mercille, professeure adjointe au département de nutrition de l'Université de Montréal

Sylvain A. Lefèvre, directeur du CRISES, chercheur au PhiLab (Pôle Québec) et professeur au département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM

Éliane Brisebois, coordonnatrice et agente de recherche à la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique

Marjolaine Verville-Légaré, étudiante au baccalauréat en nutrition (UdeM)

Alessandra Gallani, étudiante à la maîtrise en nutrition (UdeM)

Katia Scherer, étudiante à la maîtrise en sciences de l'environnement (UQAM)

PARTENAIRES

Chloé Chiron et **Agathe Malecot**, co-directrices du Réseau alimentaire de l'Est de Montréal (anciennement Charlotte Petitjean)

Alain Deslauriers, organisateur communautaire, CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal

CE PROJET A ÉTÉ FINANCÉ (EN ORDRE CHRONOLOGIQUE) PAR :

Le Vice-décanat à la recherche de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (Programme PAFARC — Innovation sociale)

La Faculté de médecine de l'Université de Montréal (Programme PREMIER)

Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (Engagement partenarial)

RÉFÉRENCES

Informations sur le CIUSSS : https://ciuss-estmtl.gouv.qc.ca/sites/ciusssemtl/files/media/document/PDF_PortraitSantePopulation2018_CIUSSS-EMTL.pdf

La carte : https://emis.santemontreal.qc.ca/fileadmin/emis/Outil/Atlas/carte_pdf/decoupages/Arrondis_CSSS_CLSC_Voisinage_Montreal_01.pdf

Freedman, D.A., Blake, C.E. et Liese, A.D. (2013). Developing a Multicomponent Model of Nutritious Food Access and Related Implications for Community and Policy Practice. *Journal of community practice*, 21(4), 379-409. doi: 10.1080/10705422.2013.842197

POUR CITER CE DOCUMENT : Verville-Légaré, M., Gallani, A., Brisebois, É., Audet, R., Lefèvre, S.A., Scherer, K. et Mercille, G. (2019). *Sommaire de la première phase de l'étude « Bien manger dans mon quartier »*. Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, no 7.

Les photos publiées dans ce document sont libres de droits. Les icônes proviennent de The Noun Project.

